Une banque de données spécialisée en procédure parlementaire

par Mathieu Proulx

L'Assemblée nationale s'est dotée au cours des récentes années d'une banque de données spécialisée en procédure parlementaire. Il s'agit de la Banque de données Samuel-Phillips. Elle fut nommée ainsi pour honorer la mémoire du premier greffier de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, Samuel-Phillips, désigné à cette fonction en décembre 1792. Le présent document vise à relater brièvement les besoins qui donnèrent lieu à ce développement et à présenter le contenu de la banque de données.

Les régimes parlementaires canadien et québécois sont de type britannique. Notre histoire en ce nouveau monde a fait que nous avons hérité des structures et des principes du système parlementaire britannique et que nous les avons adaptés progressivement à nos besoins. Encore aujourd'hui, nous référons fréquemment aux règles de procédure du Parlement de Westminster et aux ouvrages commentant ces règles. En plus de consulter certaines décisions et prendre connaissance des pratiques des autres assemblées législatives canadiennes, nous référons, à l'occasion, à des précédents survenus dans d'autres parlements du Commonwealth. Les échanges entre les greffiers de ces parlements sont une autre voie permettant d'obtenir d'autres informations sur la procédure parlementaire. C'est dire la variété des sources et des références pertinentes dans le domaine de la procédure parlementaire. On parle d'une incroyable somme de pages d'ouvrages ou de périodiques susceptibles d'être consultés. Certes, il s'agit d'un avantage unique! Cependant, cette abondante documentation peut devenir encombrante et onéreuse à conserver sur des rayons de bibliothèques ou dans des classeurs. Elle peut s'avérer sous-exploitée si elle n'est pas structurée d'une manière adéquate.

C'est à ce problème de gestion documentaire auquel l'Assemblée nationale a résolu de s'attaquer il y a déjà trois ans,

en mettant sur pied un projet-pilote à la Direction de la recherche en procédure parlementaire. Des problèmes de stockage et de repérage de documentation y avaient été identifiés. La chaîne documentaire traditionnelle et le raffinement dans l'indexation ne suffisaient plus à contrôler cette masse documentaire sans cesse croissante. En conséquence, la communication des renseignements que recherchaient les personnes intéressées, souvent dans un contexte d'urgence, souffrait des délais requis pour retracer la documentation pertinente. Le projet-pilote s'avéra une réussite et la Banque de données Samuel-Phillips fut inaugurée par le Président de l'Assemblée nationale le 28 avril 1994.

Le choix du logiciel permettant la constitution de cette banque de données résulte d'une recommandation d'un groupe d'étude mis sur pied à l'interne. On peut dire que le choix du produit et de l'environnement informatique a été fait avec discernement et beaucoup d'attention. Cette banque de données devait constituer une stratégie documentaire efficace pour l'avenir tout en solutionnant les problèmes identifiés précédemment. Le support informatique retenu devait être performant dans la recherche des renseignements versés dans la banque de données, s'avérer convivial pour l'utilisateur et s'insérer dans une stratégie globale de gestion documentaire à l'Assemblée nationale. Le choix s'est arrêté sur le logiciel CDR, produit d'une PME québécoise, la compagnie CEDROM technologies Inc., qui semble bien déterminée à rester à la fine pointe dans ce secteur dont on connaît l'évolution rapide.

Mathieu Proulx a été directeur à la Direction de la recherche en procédure parlementaire à l'Assemblée nationale du Québec. Il est Directeur de cabinet du ministre de la Justice.

Le logiciel retenu est un logiciel de banque de données permettant la recherche plein-texte, c'est-à-dire sur chaque mot d'un texte tout autant que sur des critères prédéfinis. Les documents versés dans la banque de données peuvent être indifféremment en français ou en anglais. Le logiciel est doté d'une fonctionnalité très intéressante appelée "lien hypertexte" qui permet de relier entre eux des documents de la banque de données. Ça permet de consulter simultanément plusieurs documents à la fois un peu comme un chercheur ayant plusieurs livres ouverts sur sa table de travail. Le logiciel comporte deux modules, le module CDA pour confectionner la banque de données et le module CDR pour faire les recherches dans la banque de données. La capacité de stockage est grande sans que le temps de recherche en souffre. Le produit retenu peut emmagasiner du texte tout autant que des images ou des séquences audiovisuelles. Le support peut être le disque dur d'un micro-ordinateur ou le disque compact (CD-ROM) pour grande diffusion. Le module de recherche est très facile à apprivoiser et utilise l'interface de présentation standard "Windows". Voilà pour la présentation des principales caractéristiques techniques du produit.

C'est donc avec ce logiciel que fut créée et implantée la Banque de données Samuel-Phillips. Il importe de signaler que ce développement fut réalisé à même les ressources internes de l'Assemblée nationale. Une équipe de développement composée de gens compétents et motivés fut constituée pour procéder à l'implantation de la banque de données. Il ne s'agissait pas d'une banque de données déjà conçue et structurée par un fournisseur ou un consultant. Ce qui est intéressant avec le logiciel retenu, c'est son caractère malléable. Il est possible de façonner diverses structures de banque de données avec ce produit, en fonction des documents que l'on veut y verser et des besoins particuliers de recherche. L'Assemblée nationale ayant acquis une licence corporative permettant une utilisation générale du logiciel à l'Assemblée, le développement de la gestion documentaire informatisée se poursuivra au sein d'autres unités administratives.

La Banque de données Samuel-Phillips fut structurée de manière à simplifier par la suite la recherche des documents qu'on y intègre. Elle comprend 12 catégories de documents et 8 champs d'information ou clés de recherche. Les catégories de documents sont en quelque sorte les différents rayons d'une bibliothèque alors que les champs d'information ou clés de recherche servent au moment de la recherche pour retracer un document précis. L'énumération des différentes catégories de documents donne une excellente idée du contenu de la banque de données. Pour faciliter la compréhension du lecteur, la présentation schématique qui suit semble la plus appropriée pour présenter les 12 catégories de documents de la Banque de données Samuel-Phillips:

Procédure et lois connexes: Articles du règlement de l'Assemblée nationale et des règles de fonctionnement,

règlements antérieurs de l'Assemblée et sélection de quelques lois pertinentes.

Procédure - versions anglaises : Versions anglaises du règlement et des règles de l'Assemblée et version anglaise de quelques lois.

Travaux des conseillers : Ensemble des travaux réalisés par les conseillers de la direction de la recherche en procédure parlementaire depuis sa création.

Doctrines : Signalement d'articles de périodiques sélectionnés, index ou tables des matières de traités de procédure ou de bibliographies.

Décision - Chambre : Décisions rendues par les Présidents de l'Assemblée nationale depuis 1984 (adoption du règlement actuel) et sélection de décisions rendues avant cette date.

Décision - Commission : Décisions rendues par les présidents des commissions depuis 1984 (adoption du règlement actuel) et sélection de décisions rendues avant cette date.

Chambre des communes : Règlement de la Chambre des communes (anglais et français), la revue de la procédure et autres documents pertinents.

Autres législatures : Choix de documents traitant de procédure parlementaire et concernant les autres provinces ou territoires du Canada.

Autres parlements : Choix de documents traitant de procédure parlementaire et concernant d'autres parlements dans le monde.

Jugement : Sélection de jugements de divers tribunaux ayant une incidence sur la procédure parlementaire.

Législature Québec - divers : Documents d'intérêt plus politique ou historique que juridique, documents d'autres unités administratives de l'Assemblée nationale, documents concernant les réformes parlementaires et les documents de synthèse ou d'introduction à la procédure.

Outils documentaires : Les tables des matières du règlement et des règles de fonctionnement, les tables de concordance, le thésaurus et autres documents techniques régulièrement mis à jour.

Comme on peut le constater, il s'agit de documents d'un grand intérêt pour quiconque oeuvre dans le domaine de la procédure parlementaire à l'Assemblée nationale. Si une autre assemblée législative décidait de se doter d'une banque de données spécialisée en procédure parlementaire, il y a fort à parier que l'on retrouverait à peu de chose près les mêmes catégories de documents. Si les documents ont été ainsi regroupés, c'est à la fois pour permettre leur discrimination au moment de la recherche et aussi parce que chaque type de document correspond à un traitement particulier quant aux champs d'information s'y retrouvant. Ce travail d'analyse et de regroupement de la documentation investi au départ par les conseillers en procédure parlementaire qui procèdent à l'indexation de la documentation avant son entrée en banque, sera tout autant de temps épargné au moment de la recherche.

À l'opposé, des documents emmagasinés en vrac et en plein-texte demanderaient une recherche plus stratégique pour retrouver tous les documents pertinents et uniquement les documents pertinents.

Les champs d'information constituent des critères ou des clés de recherche pouvant être mis à profit lors de l'interrogation de la banque de données. Ces champs d'information ne sont pas prédéterminés par le logiciel mais élaborés lors de la conception de la banque de données en fonction des documents et des besoins particuliers de la recherche. La Banque de données Samuel-Phillips comporte 8 clés de recherche. Chacun des documents versés dans la banque de données se voit ajouter les champs d'information reliés à la catégorie de documents auquel il appartient. La plupart des champs d'information sont attribués par les conseillers en procédure parlementaire au moment de l'indexation de la documentation avant qu'elle ne soit versée dans la banque de données. Il est intéressant de présenter sous forme schématique ces 8 clés de recherche qui servent lors de l'interrogation de la banque:

Type de document : L'une ou toute combinaison des 12 catégories de documents décrites plus haut.

Date : Limite la recherche à certaines dates.

Titre enrichi : La recherche textuelle porte alors sur les mots des titres, sous-titres, notes marginales, mots-clés et articles-clés.

Texte : La recherche textuelle porte alors sur tous les mots des documents.

Auteurs : Liste des présidents, des auteurs de doctrine et des rédacteurs des textes versés dans la banque de données.

Mots-clés : Liste alphabétique des mots-clés retenus pour chacun des documents.

Articles-clés : Liste des articles interprétés dans les documents versés dans la banque de données.

Références : Le nom des fichiers et autres références bibliographiques.

La pertinence d'un document est un élément très important en recherche documentaire. En effet, comment un chercheur procède-t-il pour retrouver uniquement les documents qui ont trait à sa recherche parmi la multitude de documents qui ont été versés dans la banque de données? Il est vrai que la pertinence est ultimement décidée par l'utilisateur au moment de sa recherche et en relation avec la question spécifique qu'il a posée. Cependant, au moment de la conception de la banque de données, certains moyens ont été mis en oeuvre pour assurer une pertinence minimale eu égard aux informations et réponses généralement recherchées et attendues. La structure des documents implique, qu'avant de les verser dans la banque de données, les documents se voient attribués des champs d'information ou clés de recherche au moment de leur indexation par les conseillers en procédure parlementaire. De cette façon, on se trouve à assigner un poids relatif aux différents mots d'un texte. Par exemple, un article cité en

passant dans un texte, n'aura pas le même poids qu'un article mentionné comme "article-clé" qui constitue une des clés de recherche. Il en est de même pour les mots-clés et ainsi de suite pour les différentes clés de recherche. Le chercheur peut au moment de la recherche, cibler une question en utilisant l'une ou l'autre de ces clés de recherche. Il obtient de la sorte une réponse plus précise qu'en interrogeant sans discrimination tout le contenu de la banque de données. La grande quantité de documents que peut contenir une banque de données peut devenir un réel problème sans une telle stratégie.

Par ailleurs, une certaine normalisation des règles d'écriture des documents est aussi un facteur qui favorise la performance de toute recherche en diminuant les formes variables à considérer. Si l'être humain cherche par concept ou idée et peut reconnaître les différentes formulations, l'ordinateur ne peut chercher qu'une chaîne de caractères identiques à celle de la question posée. C'est la raison pour laquelle, nous avons mis au point un thésaurus qui permettra d'uniformiser le vocabulaire des mots-clés de la banque de données lors de l'indexation des documents par les conseillers en procédure parlementaire.

Les éléments que je viens de décrire, à savoir le regroupement des documents en 12 catégories, la mise au point de 8 champs d'information et la normalisation du vocabulaire par le biais d'un thésaurus sont des caractéristiques de la Banque de données Samuel-Phillips. Ces éléments permettent de discriminer entre tous les documents de la banque de données pour assurer une meilleure pertinence du résultat lors de l'interrogation de la banque de données. Il reste cependant au chercheur à mettre en oeuvre une stratégie de recherche efficace.

L'introduction de cette technologie dans un milieu de travail implique une remise en cause des procédés et méthodes au sein de ce milieu. Les changements à introduire sont incontournables. Chaque personne concernée doit accepter de perdre de vieux réflexes et de vieilles habitudes pour adopter une nouvelle façon de faire les choses. S'ils dérangent pendant un moment, ces changements ne tardent pas à se traduire en bénéfiques pour l'organisation et s'avèrent un outil de recherche inestimable pour le chercheur.

La constitution d'une banque de données soulève une autre problématique que j'aimerais aborder, à savoir le respect du droit d'auteur.

Dans la chaîne documentaire traditionnelle, c'est-à-dire de type "support papier", quand nous faisons l'acquisition d'un livre ou d'un périodique, nous rangeons le document après utilisation, sur le rayon approprié de la bibliothèque. Il est constamment à la disposition des personnes qui veulent bien le consulter. L'achat du document autorise sa lecture par toute

personne intéressée. Dans les cas où l'on désire citer un extrait du document dans un texte que l'on rédige, nous veillons à donner la référence au document original. Par ailleurs, nous savons que la reproduction du document par photocopie ou autrement est formellement interdite.

Comment doit-on procéder avec les banques de données informatisées? Vous aurez remarqué que certaines catégories de documents de la Banque de données Samuel-Phillips ont trait à des documents qui ont été élaborés par d'autres assemblées législatives ou d'autres parlements! L'intérêt d'une telle banque de données spécialisée réside beaucoup dans le fait que l'on peut emmagasiner des documents de sources variées. Au début de cette présentation, je mentionnais que du fait que les procédures parlementaires canadienne et québécoise étaient fondées sur les mêmes principes que ceux à la base du parlementarisme britannique, cela offrait l'avantage d'offrir un bassin très large d'expertise dans ce domaine. Cependant, cela pose un problème quant aux autorisations de reproduction de ces documents dans des banques de données spécialisées. Nous croyons, pour notre part, en effet, que pour nous conformer à la loi et par égard aux auteurs de ces documents, nous devons

demander les autorisations de reproduction requises aux titulaires des droits d'auteur de ces documents.

Une foule de documents que nous désirons intégrer dans la Banque de données Samuel-Phillips proviennent du Parlement fédéral et des autres assemblées législatives du Canada. D'autres documents proviennent de parlements étrangers, le plus souvent de Grande-Bretagne et d'Australie et certains documents de législatures américaines. Ces documents ont un grand intérêt pour la procédure parlementaire. Pour d'autres documents, les titulaires des droits d'auteur sont des particuliers ou des maisons d'éditions privées. Nous devons dans ces cas, leur demander également leur permission avant de procéder. Nous sommes rendus à cette étape de notre implantation et la suite dépend beaucoup de la collaboration que nous recevrons de la part des titulaires des droits d'auteur. Nous souhaitons de leur part, évidemment, des réponses positives et la plus grande ouverture possible vis-à-vis l'énorme potentiel offert par ces nouvelles technologies. L'avenir apparaît prometteur pour la recherche en procédure parlementaire.◆